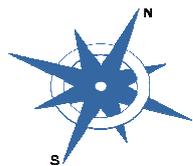


# LE FIL CONTINU



## ADEC-NS

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud

Organisme disposant du Statut consultatif spécial au Conseil Economique et Social de l'ONU

Newsletter N°14

30 juillet 2013

- ☞ Actualité Internationale.....2
  - Astrium et Thales vendent deux satellites aux Emirats Arabes Unis
  - Pour un Méditerranée économiquement intégrée
- ☞ L'ADEC-NS et l'ONU.....3
  - Le discours de l'Adec-ns
- ☞ Les enjeux de l'Intelligence Economique .....4
- ☞ L'actualité de l'ADEC-NS

## « Nouvel espace stratégique »

Un fantastique moyen de recueil, d'analyse et de distribution de l'information à échelle planétaire : c'est en ces termes que l'espace trouve sa justification dans la mise en œuvre d'un programme militaire d'envergure. En tant que zone de libre circulation, il joue d'ores et déjà un rôle majeur dans la maîtrise de l'information ainsi que l'analyse, le suivi et la gestion des crises.

En seulement 40 ans, la conquête de l'espace a connu une évolution fulgurante qui tend à prouver l'intérêt éminemment stratégique qu'elle revêt pour les grandes puissances mondiales.

De fait, l'accès au domaine spatial représente un enjeu important pour chaque nation désireuse de préserver sa souveraineté. L'Europe sur ce point (et la France en particulier) s'est préoccupée très tôt de cet aspect, en développant notamment les lanceurs Ariane à Kourou. D'autres pays sont en voie d'acquiescer ce précieux accès à l'espace. Aujourd'hui, les États détenteurs de cet accès à l'espace sont encore peu nombreux. Parmi eux, l'Europe, la Russie, la Chine, les USA et les pays émergents dans le domaine spatial tels que l'Inde et le Japon.

Deuxième point crucial dans cette course à l'espace, être capable de fabriquer des satellites. Sur ce point, la difficulté majeure tient au coût que tout programme spatial engendre inévitablement du fait du développement de technologies nouvelles et ensuite de la fabrication de ses composants. Une fois le satellite mis en œuvre, il faut prévoir un système d'exploitation et des segments-sol associés (NDLR : des cellules de réception des images). Face à des projets si ambitieux, seuls les grands pays ont la capacité de mener à bien cette entreprise en parfaite autonomie. Les États membres de l'Europe ont ainsi fait le choix de s'associer.

L'effervescence des activités spatiales ces dernières années a provoqué une inflation de la littérature spécialisée, traitant de l'importance croissante du spatial dans différents secteurs comme l'observation de la Terre, le suivi des phénomènes naturels ou la télécommunication. L'espace peut jouer un rôle notable dans la gestion de l'eau ou la surveillance des océans. Cependant, il ne faut pas perdre la silhouette politique du spatial, ses aspects et ses conséquences. Assiste-t-on à un retour de la course politique à l'espace ? La militarisation de celui-ci est-elle inéluctable ? L'exploration spatiale est-elle tributaire du facteur politique ? Tels sont les grands enjeux du spatial contemporain.

L'équipe de l'ADEC-NS

### *La pensée du jour :*

**« Le véritable voyage de découverte ne consiste pas à chercher de nouveaux paysages, mais à avoir de nouveaux yeux. »**

Marcel Proust

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud  
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4

Téléphone : 05 67 16 15 16

Télécopie : 05 61 39 89 34

Site Internet : [www.adecons.fr](http://www.adecons.fr)

## L'actualité économique à l'international

### Astrium et Thales gagnent aux Emirats un contrat pour la vente de deux satellites d'observation.

Les Emirats Arabes Unis ont commandé lundi 22 juillet deux satellites militaires d'observation à la France, signe selon Paris du rétablissement de la confiance entre partenaires stratégiques après une période de froid.

Signé à Abou Dhabi, le contrat Falcon Eye, remporté de haute lutte contre l'américain Lockheed Martin, prévoit la fourniture et le lancement de deux satellites Helios d'observation à très haute résolution, une station de contrôle et la formation d'une vingtaine d'ingénieurs des Emirats.

Les satellites seront fabriqués par Astrium, division espace du groupe européen EADS et Thales Alenia Space, co-entreprise du français Thales et de l'italien Finmeccanica, qui se partagent moitié moitié ce contrat «d'un peu plus de 700 millions d'euros», selon le PDG d'Astrium, François Auque.

La commande est accompagnée d'un accord d'Etat à Etat qui prévoit que des militaires français aident leurs collègues émiratis à interpréter les images et partager les renseignements recueillis, indique-t-on dans l'entourage du ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian.

Les deux satellites devraient être lancés en 2019, indique-t-on de source industrielle. «Ce soir on franchit un cap, c'est l'établissement de la confiance», a déclaré M. Le Drian dans l'avion qui l'emmenait vers Abou Dhabi d'où il repartira mardi matin.

Les dernières commandes militaires significatives de ce client traditionnel de la France remontaient à 2007, avec le contrat Yahsat portant sur la livraison de deux satellites de communication, et l'achat de trois avions ravitailleurs MRTT à Airbus Military.

En savoir plus : [La Tribune](#)

### Eric Orsenna : « Faisons le rêve du réalisme : celui d'une méditerranée économiquement intégrée »

*« Est-ce que nous pouvons nous permettre une Méditerranée durablement en crise ? Non. Si elle n'arrive pas à se développer et à se façonner un avenir, alors, nous, pays d'Europe du Nord, la France en particulier, mais aussi l'Espagne, l'Italie, la Grèce, nous avons les enfers devant nous, à cause de la pression démographique dans ces pays. Nous n'avons pas le choix ! Rappelons-nous que nous sommes nous-mêmes en partie méditerranéens, ce qui crée une solidarité de fait. Si la Méditerranée va mal, et elle va mal aujourd'hui en effet, alors la France ira mal.*

*Comme d'habitude, par démagogie, ignorance ou simplisme, nous donnons une unité à des espaces qui n'en ont pas. J'ai un lien étroit avec la Méditerranée, car pendant trois ans j'ai été chargé au début des années 1990, du processus 5 + 5, le projet de coopération entre l'Europe du Sud et les cinq pays du Maghreb arabe. Ce processus a échoué politiquement, parce qu'il a été bloqué par les folies libyennes. Il a été remplacé par l'Union pour la Méditerranée (UPM), lancée par Nicolas Sarkozy, qui a été bloqué à son tour par l'impasse israélo-palestinienne.*

*L'UPM n'a guère eu de résultats politiques. Le conflit permanent entre la Ligue arabe et Israël empêche toute action concrète. Heureusement qu'il existe une autre Méditerranée, celle des régions, celle des métropoles et aussi, bien sûr, celle des initiatives privées et des entreprises, car cela permet d'avancer pour répondre aux immenses besoins économiques de ces pays. Plutôt que de rechercher une impossible unité, travaillons sur le réel, qui est la diversité de ce monde. Quand on dit la Méditerranée, on devrait écrire «les Méditerranées ! »*

Lire l'article entier: [La Tribune](#)

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud  
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4

Téléphone : 05 67 16 15 16

Télécopie : 05 61 39 89 34

Site Internet : [www.adecns.fr](http://www.adecns.fr)

## Discours de l'ADEC-NS auprès du Conseil Economique et Social de l'ONU

Nations Unies

E/2013/NGO/93



Conseil économique et social

Distr. générale

22 avril 2013

Original : français

« Retrouvez ce document sur le [Sedoc](#) avec la cote : E/2013/NGO/93 »

Session de fond de 2013  
Genève, 1 - 26 juillet 2013

Déclaration présentée par l'Agence de développement économique et culturel Nord-Sud, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

**Déclaration Promouvoir les transferts de technologie pour une meilleure gestion de l'eau**  
E/2013/NGO/93

Si l'extrême pauvreté tend à diminuer grâce à un travail coordonné des gouvernements, de l'Organisation des Nations Unies, du secteur privé et de la société civile, la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement reste un défi sérieux. Leur accomplissement dépend considérablement du partenariat mondial pour le développement.

L'eau apparaît aujourd'hui comme un enjeu mondial majeur. Bien commun de l'être humain, présente à 60 % dans notre organisme et à 75 % sur la Terre, l'eau est essentielle à la vie. Pourtant, plus d'une personne sur sept dans le monde n'a pas accès à l'eau potable et plus d'un tiers de la population n'est pas raccordé à un

réseau d'assainissement. En plus des enjeux de santé, l'eau est au cœur de la longévité des modèles de production. Dans le cadre de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau, il est nécessaire de faire reconnaître et de rendre effectif le droit à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, et d'agir pour

la préservation de ce bien précieux. La coopération internationale est essentielle pour atteindre ces objectifs. Il est indispensable de mobiliser son savoir-faire et ses compétences afin d'exporter les technologies permettant de favoriser l'accès à l'eau potable, de limiter les pollutions et d'inscrire toute action relative à l'eau dans

l'optique du développement durable.

La solidarité internationale a largement dépassé la dimension « caritative » qu'elle pouvait avoir à ses débuts. Parce qu'elle s'est professionnalisée, parce qu'elle intègre aujourd'hui une dimension citoyenne de plus en plus forte, ses impacts sont mesurables aussi bien au sud qu'au nord.

La région Midi-Pyrénées prône depuis 2005 une politique volontariste pour une gestion équitable et une utilisation rationnelle de l'eau ainsi qu'une prévention et un traitement des pollutions diffuses. À travers ses différentes actions, l'Agence de développement économique et culturel Nord-Sud participe activement au développement de la coopération interrégionale et internationale dans le cadre d'une logique gagnant-gagnant, prouvant que les entreprises privées ou les établissements universitaires peuvent se mobiliser pour des actions de solidarité internationale.

Certaines entreprises de Midi-Pyrénées, du secteur de l'eau, tendent à s'impliquer dans la réalisation de projets eau et assainissement. Plusieurs accords ont été conclus, notamment avec la Hongrie et l'Ouzbékistan, afin d'améliorer la gestion de l'eau grâce à des transferts de technologie.

La réduction du pourcentage de la population n'ayant pas accès à l'eau potable ou à des services d'assainissement de base, de même que la réduction des pollutions des eaux passent certes par la solidarité internationale, mais ne peuvent se faire sans transfert de technologie. L'innovation au service des pays pauvres en eau est alors indispensable afin d'atteindre les objectifs fixés lors du Sommet du Millénaire tenu à New York.

Après que le droit de l'eau ait été reconnu au niveau de l'Organisation des Nations Unies, il faut désormais réaliser sa transposition juridique et sa mise en œuvre effective au niveau mondial. Cela passera par la promotion et la valorisation de la coopération internationale.

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud  
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4

Téléphone : 05 67 16 15 16

Télécopie : 05 61 39 89 34

Site Internet : [www.adecons.fr](http://www.adecons.fr)

## Les enjeux de l'intelligence économique

### Ce que l'affaire Snowden révèle de la guerre économique : le décryptage de Bernard Carayon

« La montée en puissance de l'affaire Snowden début juillet n'aura surpris que ceux qui s'évertuent à nier la réalité des jeux de pouvoir à l'échelle planétaire. Oui, les Etats-Unis ont mis la planète sur écoute. Oui, ils surveillent leurs alliés, l'Europe au premier chef. Oui, leurs pôles d'intérêt dépassent de loin la guerre contre la drogue ou le terrorisme. Oui, ils se servent de leur puissance pour vaincre dans une guerre économique où tous les coups sont permis, pour faire gagner leurs entreprises. Mais cela n'est pas nouveau. Par angélisme ou par faiblesse, nous préférons ignorer ces réalités, résultat d'une combinaison subtile entre hard et soft power. »

Dans l'entretien qu'il m'a accordé, Bernard Carayon dénonce notre aveuglement. Aujourd'hui maître de conférences à Sciences Po Paris et président de la Fondation Prométhée — qui entend défendre les intérêts stratégiques des entreprises françaises — Bernard Carayon est connu pour avoir été un parlementaire extrêmement actif dans le domaine de l'intelligence économique. Depuis des années, il ne cesse de tirer le signal d'alarme. Finissons-en avec l'angélisme. Ouvrons les yeux. Soyons réalistes et déterminés. La France et l'Europe ont des atouts, nous pouvons gagner la bataille de la mondialisation. A condition toutefois de ne pas nous faire imposer les règles par d'autres et de bien maîtriser les techniques de l'influence. »

Bruno Racouchot, Directeur de Communication & Influence

L'article entier est à lire dans la revue [Communication & Influence](#)

## Actualités de l'ADEC-NS (30 juillet – 27 août)



— L'ADEC-NS s'est rendue la semaine dernière à l'ambassade de Mauritanie et à l'ambassade de Mongolie.

— L'ADEC-NS organise le 12 septembre une rencontre économique avec Andorre en présence du président de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services et de sa directrice.

Le PNUD, organe de l'ONU, recrute divers experts et consultants;  
Pour plus d'informations:

<http://jobs.undp.org/>

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud  
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4  
Téléphone : 05 67 16 15 16  
Télécopie : 05 61 39 89 34  
Site Internet : [www.adecons.fr](http://www.adecons.fr)